

LE BULLETIN DE L'EDIEC

EA n° 4185

UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3 - FACULTÉ DE DROIT

N° 27

SOMMAIRE

Publications	2
Évaluations et expertises	18
Communications	18
Manifestations	19
Focus : <i>Le GAJUE, 4^e édition</i>	20
Vie de l'équipe	22
Agenda	23
Appel à communications	24
Nous suivre sur le web	26
En savoir plus sur nos activités	27

3^e Trimestre
2021

OUVRAGES



Thierry Debard et Serge Guinchard, *Lexique des termes juridiques 2021-2022*, 29^e éd., Paris, Dalloz, Lexiques, 2021, 1119 p., 9782247207541

Présentation de l'éditeur

La référence du vocabulaire juridique depuis 50 ans

Le Lexique des termes juridiques 2021-2022 permet un accès simple et complet à toutes les définitions, aux concepts et aux notions clés de tous les domaines du droit. Avec plus de 6 000 entrées, l'étudiant à la recherche d'une notion inconnue ou oubliée pourra la découvrir ou se la remémorer et acquérir ainsi des certitudes ou automatismes, utiles à la rigueur du juriste.

Cette 29^e édition met en avant plus de 180 définitions en lien avec l'actualité juridique (réforme des institutions, procédure civile, environnement, justice pénale des mineurs...). Les références aux codes et aux grands arrêts permettent de faire le lien entre les définitions, les textes législatifs et la jurisprudence.

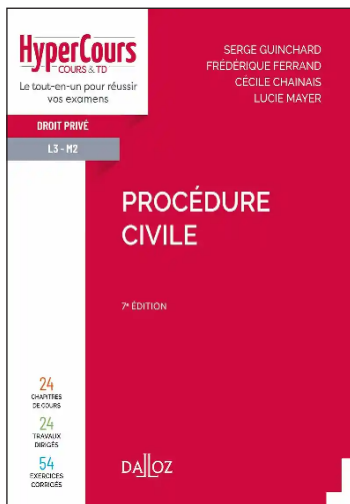


Serge Guinchard, André Varinard et **Thierry Debard**, *Institutions juridictionnelles*, 7^e éd., Paris, Dalloz, Précis, 2021, 1430 p., 9782247208159

Présentation de l'éditeur

Né de la collaboration de spécialistes des procédures civiles, pénales et de droit public, ce Précis permet d'acquérir une vue raisonnée et synthétique de la Justice en France et de ses institutions. Après l'analyse critique et prospective des principes qui sous-tendent l'organisation et le fonctionnement de la Justice, l'ouvrage décrit, en les replaçant dans leur évolution, les principales juridictions et professions qui leur sont associées. Au plus près de l'actualité législative, il consacre une large place au renouvellement qu'a connu la matière sous l'influence croissante de la Cour EDH, du droit de l'Union européenne et du Conseil constitutionnel.

S'il correspond au cours d'Institutions juridictionnelles généralement enseigné en 1^e année des facultés de droit, il est également fort utile à tous ceux qui préparent les concours d'accès à la magistrature et à la fonction publique ou l'examen des IEJ pour entrer dans un Centre régional de formation professionnelle d'avocats. À tout citoyen il donne les clefs de compréhension des débats dont la Justice est l'objet : l'accès au juge à l'aune des mutations de l'organisation judiciaire, la numérisation des procédures, l'open data, les services en ligne et les algorithmes dans la résolution juridictionnelle ou amiable des différends, les rôles respectifs des juges et des procureurs, la place du juge d'instruction, etc.



Serge Guinchard, **Frédérique Ferrand**, Cécile Chainais et Lucie Mayer, *Procédure civile*, 7^e éd., Paris, Dalloz, Hypercours, 2021, 939 p., 9782247206513

Présentation de l'éditeur

Comment vaincre successivement les embûches d'un procès civil ?

L'ouvrage se veut la traduction concrète de cette préoccupation essentielle : comment mener à son terme un processus judiciaire, tant en demande qu'en défense ? Comment vaincre successivement les embûches d'un procès, depuis l'introduction de l'action et le choix de la juridiction adéquate, jusqu'à l'exécution du jugement, à titre provisoire ou définitif ?

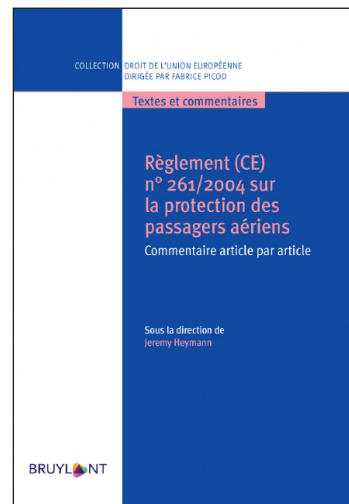
L'Europe est également très présente par la jurisprudence de la Cour EDH sur le procès équitable et par les règles communautaires.

Le lecteur prendra rapidement conscience que, loin d'être une pure technique, la procédure est au service de la réalisation concrète des droits. Sans elle, les droits ne sont que des leurre, au mieux, des espoirs.

Complet sur le fond et synthétique en la forme, assorti d'exercices pratiques, l'ouvrage épouse une présentation claire et pédagogique adaptée aux étudiants en licence ou en master de droit, mais également aux candidats au concours d'entrée à l'ENM ou à l'examen d'entrée à l'école du barreau.

Par ailleurs, par son souci de revenir sans cesse aux grands principes du droit du procès contemporain, il donne satisfaction à tous ceux qui, juges, avocats, greffiers huissiers de justice ou simples amateurs de droit, sont en quête d'une présentation éclairée et éclairante de la matière.

L'ouvrage est à jour des dernières évolutions jurisprudentielles et réglementaires, notamment de la loi de programmation et de réforme de la Justice.



Jeremy Heymann, *Le règlement (CE) n° 261/2004 sur la protection des passagers aériens. Commentaire article par article*, Bruxelles, Bruylant, Droit de l'Union européenne – Textes et commentaires, 2021, 284 p.

Présentation de l'éditeur

L'action de l'Union européenne dans le domaine des transports aériens vise, notamment, à garantir un niveau élevé de protection des passagers. Initialement cantonnée à un système de compensation pour refus d'embarquement dans les transports aériens réguliers (règlement (CEE) n° 295/91 du 4 février 1991), cette action a gagné en ambition lorsque fut adopté, le 11 février 2004, le règlement (CE) n° 261/2004 établissant des règles communes en matière d'indemnisation et d'assistance des passagers en cas de refus d'embarquement et d'annulation ou de retard important d'un vol. Venu relever les normes de protection fixées par le règlement du 4 février 1991, ce nouvel instrument a eu – et conserve – pour objectif de renforcer les droits des passagers tout en faisant en sorte que les transporteurs aériens puissent exercer leurs activités dans des conditions équivalentes sur un marché libéralisé.

Près de quinze ans après l'entrée en vigueur de ce nouveau règlement, une enquête Eurobaromètre sur les droits des passagers dans l'Union européenne, publiée le 13 janvier 2020 par la Commission, a révélé que moins de la moitié des passagers savaient qu'il existe des droits les concernant, et que seulement 14 % d'entre eux étaient plus particulièrement informés des droits applicables aux voyages en avion. Une étude approfondie des dispositions du règlement (CE) n° 261/2004 est donc devenue indispensable pour connaître ces droits et en mesurer l'exacte portée. Une analyse méthodique du texte du règlement est ainsi proposée, et chaque article est explicité en considération de la jurisprudence des juridictions étatiques et de la CJUE venant l'interpréter.

À jour des derniers développements en la matière – notamment liés à l'évolution de la crise sanitaire provoquée par la pandémie de Covid-19 –, cet ouvrage s'adresse à toute personne souhaitant bénéficier d'une vision actuelle et à venir de la protection des passagers aériens par le droit de l'Union.



Michaël Karpenschif, Manuel de droit européen des aides d'État, 4^e éd., Bruxelles, Bruylant, Droit de la concurrence, 2021, 592 p., 9782802770336

Présentation de l'éditeur

Le droit des aides d'État a longtemps été le « parent pauvre » du droit de la concurrence qui s'est surtout focalisé sur des matières connues dans les États membres : le contrôle des ententes, des abus de positions dominantes et le droit des concentrations. Si le contrôle des comportements anticoncurrentiels des entreprises est finalement chose aisée, il n'en va pas de même à l'égard de ceux commis par la puissance publique ; un tel contrôle ne pouvant s'effectuer que dans un cadre supranational.

Institué dès le Traité CECA, le versement d'aides d'État est passé d'un principe absolu d'interdiction en 1951 à un examen encadré de compatibilité à partir de 1957. Depuis lors, la pratique décisionnelle de la Commission, la jurisprudence constructive des juges européens conjuguées à l'augmentation exponentielle du nombre de cas à traiter (consécutivement à l'apparition de crises multiples puis durables de l'économie européenne) ont conduit à donner des contours précis à la notion d'aide d'État, à forger des règles de procédure à cet examen de compatibilité, à impliquer les autorités nationales dans la discipline des aides d'État, à inventer des sanctions spécifiques en cas d'allocation d'aides illégales et incompatibles avec le traité.

Ce manuel entend définir les principaux concepts (Qu'est-ce qu'une aide d'État ? Qu'est-ce qu'une compensation d'obligation de service public ? Qu'est-ce qu'une aide de minimis ?...), détailler les règles en vigueur (Qu'est-ce qu'une aide existante, une aide nouvelle ? Qu'est-ce qu'une aide illégale et/ou incompatible ?), restituer le rôle de chacun des acteurs de cette matière (Quels pouvoirs/devoirs pour la Commission, les



juges européens, les autorités et les juges nationaux ?) et exposer les enjeux propres à cette matière (À quoi sert le droit des aides d'État ? Celui-ci est-il instrumentalisé à d'autres fins que l'établissement d'une concurrence pure et parfaite ?...).

À jour des dernières réformes législatives (RGEC 2017 modifié, règlement de procédure 2015, « législation » Covid) et des jurisprudences de la Cour de justice (tous les arrêts de février 1961 à juin 2021) comme des juridictions nationales, ce manuel intéressera les avocats spécialisés en droit public et en droit de la concurrence, les magistrats administratifs, les juristes des collectivités locales et des administrations centrales ainsi que les universitaires.

Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat, Les Grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne, 4^e éd., Paris, PUF, Thémis, 2021, 824 p., 9782130829867

Voir également le focus p. 20-21

Présentation de l'éditeur

S'il est un ordre juridique de nature jurisprudentielle, ce qu'il convient désormais d'appeler le droit de l'Union européenne est bien celui-là. Autant, si ce n'est davantage que les traités, les règlements et autres directives, les arrêts prononcés par la Cour de justice de l'Union européenne contribuent depuis plus de cinquante ans à l'édification de la Communauté économique européenne, de la Communauté européenne, et aujourd'hui de l'Union européenne.

Nul ne peut ignorer que la contestation d'une facture d'électricité, la prise en charge d'une paire de lunettes, le transfert avorté d'un footballeur ou l'importation d'une liqueur de cassis ont donné lieu à ces grands arrêts qui façonnent l'UE, tant dans ses aspects institutionnels que substantiels et dont il est proposé, dans cet ouvrage, une recension, une analyse, une mise en perspective.

CONTRIBUTIONS ET ARTICLES

Nouwagnon Olivier Afogo

Les mesures conservatoires dans la Convention de Montego Bay : entre consolidation et rupture épistémologique de la finalité protectrice du contentieux de l'urgence devant les juridictions internationales, *Le Journal du CDI* [en ligne], juillet 2021, n° 19, p. 4-6

Louis d'Avout

Commentaire de CJCE, 27 septembre 1988, *Daily Mail (The Queen c/ H.M. Treasury and Commissioners of Inland Revenue, ex parte Daily Mail and General Trust plc)*, aff. 81/8, comm. n° 34, conjoint avec commentaire de CJCE, 9 mars 1999, *Centros Ltd c/...*, aff. C-212/97, comm. n° 59, avec commentaire de CJCE, gr. ch., 16 décembre 2008, *Cartesio Oktató és Szolgáltató bt*, aff. C-210/06, comm. n° 85, et avec commentaire de CJUE, 25 octobre 2017, *Polbud*, aff. C-106/16, comm. n° 129, p. 289-306 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Conflit de lois – L'office du juge français remodelé sous l'effet des règles de conflit européennes. Note sous Cass. 1^{re} civ., 26 mai 2021, n° 19-15.102, *JCP G* 2021, commentaire 733

Maxime Barba

Commentaire de CJUE, 9 mars 2017, *Pula Parking*, aff. C-551/15, comm. n° 122, p. 630-633 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, 6 mars 2018, *République slovaque c/ Achmea BV*, aff. C-284/16, comm. n° 132, p. 672-678 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, 5 mars 2018, *Relu Adrian Coman e.a.*, aff. C-673/16, comm. n° 133, p. 678-682 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, 4 octobre 2018, *Commission c/ France*, aff. C-416/17, comm. n° 136, p. 687-692 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, 24 octobre 2018, *Apple Sales International e.a. c/ MJA ès qualité de mandataire liquidateur d'eBizcuss.com*, aff. C-595/17, comm. n° 137, p. 693-697 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, 30 avril 2019, *Avis n° 1/17 sur l'accord économique et commercial global UE-Canada*, comm. n° 142, p. 703-707 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, 18 novembre 2020, *Ryanair DAC c/ DelayFix*, aff. C-519/19, comm. n° 147, p. 719-724 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Précisions sur l'appel du jugement d'orientation. Commentaire de Cass. 2^e civ., 15 avril 2021, n° 19-21.803, *RLDC* 2021/194, n° 6961, p. 23-27

Mathieu Cardon

Commentaire de CJCE, 12 décembre 1972, *International Fruit Company NV e.a. c/ Produktschap voor Groenten en Fruit*, aff. jtes 21 à 24/72, comm. n° 8, p. 35-51 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 17 février 1993, *Poucet et Pistre (Christian Poucet c/ Assurances générales de France et Caisse mutuelle régionale du Languedoc-Roussillon et Daniel Pistre c/ Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse des artisans de Clermont-Ferrand)*, aff. jtes C-159/91 et C-160/91, comm. n° 41, p. 216-223 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 10 mars 1998, *Allemagne c/ Conseil*, aff. C-122/95, comm. n° 56, p. 261-268 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 31 mars 1998, *Kali und Salz (France et Société commerciale des potasses et de l'azote et Entreprise minière et chimique c/ Commission)*, aff. jtes C-68/94 et C-30/95, comm. n° 57, conjoint avec commentaire de CJCE, gr. ch., 10 juillet 2008, *Impala (Bertelsmann AG et Sony Corporation of America c/ Independent Music Publishers and Labels Association)*, aff. C-413/06 P, comm. n° 82, p. 268-282 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 25 novembre 1971, *Béguelin Import Co. c/ SAGL Import Export*, aff. 22/71, comm. n° 7, conjoint avec commentaire de CJUE, gr. ch., 6 septembre 2017, *Intel Corporation Inc. c/ Commission*, aff. C-413/14 P, comm. n° 127, p. 652-661 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Éric Carpano

Commentaire de CJCE, 15 juillet 1963, *Entreprise Plaumann & Co c/ Commission*, aff. 25/62, comm. n° 2, p. 11-17 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 1^{er} juillet 1969,

Commission c/ République italienne, aff. 24/68, comm. n° 5, p. 27-31 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 11 juillet 1974, *Procureur du Roi c/ Benoît et Gustave Dassonville*, aff. 8/74, comm. n° 13, p. 76-82 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 20 février 1979, *Cassis de Dijon (Rewe-Zentral AG c/ Bundesmonopolverwaltung für Branntwein)*, aff. 120/78, comm. n° 21, p. 110-117 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 23 avril 1986, *Parti écologiste « Les Verts » c/ Parlement*, aff. 294/83, comm. n° 31, p. 164-171 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 24 novembre 1993, *Keck et Mithouard (Procédure pénale c/ Bernard Keck et Daniel Mithouard)*, aff. jtes C-267/91 et C-268/91, comm. n° 44, p. 232-237 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 22 octobre 2002, *Roquette Frères SA c/ Directeur général de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes*, aff. C-94/00, comm. n° 66, p. 343-349 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 14 octobre 2004, *Omega Spielhallen- und Automatenaufstellungs-GmbH c/ Oberbürgermeisterin der Bundesstadt Bonn*, aff. C-36/02, comm. n° 72, p. 375-382 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF,

2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, 27 février 2018, *Associação Sindical dos Juizes Portugueses*, aff. C-64/16, comm. n° 130, p. 666-671 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Blandine de Clavière

Treize années d'analyses de la jurisprudence européenne de DIP, *JCP G*, 2021, actualité 962

Commentaire de CJUE, gr. ch., 15 novembre 2016, *Ullens de Schooten c/ État belge*, aff. C-268/15, comm. n° 120, p. 615-623 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, gr. ch., 21 mai 2019, *Commission c/ Hongrie*, aff. C-235/17, comm. n° 143, p. 707-713 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Caroline Cornella

« The Humanitarian Organisations and the Use of the Cyber Tool during Armed Conflicts », in Giorgia Bevilacqua (dir.), *Human Security in Navigable Spaces: Common Challenges and New Trends*, Naples, Editoriale Scientifica, Papers of the International Association of the Law of the Sea : 9, 2021, 316 p.

Sandrine Cortembert

Commentaire de CJUE, ass. plén., 16 mai 2017, *Avis 2/15, Accord de libre-échange (ALE) avec la République de Singapour*, comm. n° 126, p. 647-651 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Thierry Debard

Commentaire de CJCE, 5 février 1963, *van Gend en Loos (NV Algemene Transport en Expeditie Onderneming Van Gend en Loos c/ Administration fiscale néerlandaise)*, aff. 26/62,

comm. n° 1, p. 7-10 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 15 juillet 1964, *Flaminio Costa c/ ENEL*, aff. 6/64, comm. n° 3, p. 17-22 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 31 mars 1971, *Commission c/ Conseil (Accord européen sur les transports routiers, AETR)*, aff. 22/70, comm. n° 6, p. 32-35 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 4 décembre 1974, *van Duyn*, aff. 41/74, comm. n° 14, p. 82-86 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 9 mars 1978, *Simmenthal (Administration des finances de l'État c/ SA Simmenthal)*, aff. 106/77, comm. n° 19, p. 101-105 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Thierry Debard et Loïc Robert

Commentaire de CJCE, 19 novembre 1991, *Andrea Francovich et Danila Bonifaci e.a. c/ Italie*, aff. jtes C-6 et 9/90, comm. n° 39, conjoint avec commentaire de CJCE, 5 mars 1996, *Brasserie du Pêcheur (c/ Allemagne et The Queen c/ Secretary of State for Transport, ex parte Factortame e.a.)*, aff. jtes C-46 et 48/93, comm. n° 50, et avec commentaire de CJCE, 30 septembre 2003, *Köbler c/ Autriche*, aff. C-224/01, comm. n° 69, p. 202-211 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 4 juillet 2000, *Bergaderm (Laboratoires pharmaceutiques Bergaderm SA c/ Commission)*, aff. C-352/98 P, comm. n° 62, p. 323-328 in Michaël Karpenschif

et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Alain Devers

Conflit de juridictions – Exequatur. Note sous Cass. 1^{re} civ., 9 juin 2021, n° 19-25.534, *Dr. famille*, 2021, commentaire 136

Applicabilité temporelle du règlement Bruxelles I en matière d'obligations alimentaires. Note sous Cass. 1^{re} civ., 12 mai 2021, n° 19-19.531, *Dr. famille*, 2021, commentaire 122

Maintien de la compétence et enlèvement d'enfant vers un État tiers. Note sous CJUE, 24 mars 2021, aff. C-603/20 PPU, *Dr. famille*, 2021, commentaire 121

Landry Dossan

Éditorial, *Le Journal du CDI* [en ligne], juillet 2021, n° 19, p. 3

Étienne Durand

« Libéralisation des marchés du gaz et de l'électricité : l'ouverture à la concurrence ne se négocie pas ! ». Note sous CJUE, 2 septembre 2021, *Commission c/ Allemagne*, aff. C-718/18, *Dictionnaire permanent Droit européen des affaires*, 9 septembre 2021

« La transition énergétique : enjeux juridiques. Partie 2 : Le droit à l'épreuve de la transition énergétique », p. 67-84 in Patrick Schembri et Hynd Remita (dir.), *Énergies « nouvelles » et société. La transition énergétique actuelle à la croisée des chemins et des savoirs [Actes du Workshop MOMENTOM (MSH Paris-Saclay, 21 novembre 2019)]*, Gif-sur-Yvette, MSH Paris-Saclay Éditions, Actes : n° 8, 2021, 184 p. [<https://doi.org/10.52983/OICG5355>]

Commentaire de CJCE, 26 février 1986, *M.H. Marshall c/ Southampton and South-West Hampshire Area Health Authority*, aff. 152/84, comm. n° 30, p. 158-164 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Frédérique Ferrand

Commentaire de CJCE, 28 mars 2000, *Dieter Krombach c/ André Bamberski*, aff. C-7/98, comm. n° 61, p. 312-323 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, ass. plén., 27 avril 2004, *Turner (Gregory Paul Turner c/ Felix Fareed Ismail Grovit e.a.)*, aff. C-159/02, comm. n° 71, p. 366-375 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, gr. ch., 1^{er} mars 2005, *Andrew Owusu c/ N. B. Jackson e.a.*, aff. C-281/02, comm. n° 73, p. 382-389 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, 3^e ch., 15 novembre 2012, *Gothaer Allgemeine Versicherung AG e.a. c/ Samskip GmbH*, aff. C-456/11, comm. n° 96, p. 484-490 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, 3^e ch., 4 septembre 2014, *eco cosmetics GmbH & Co. KG c/ Virginie Laetitia Barbara Dupuy, et Raiffeisenbank St. Georgen reg. Gen. mbH c/ Tetyana Bonchych*, aff. jtes C-119/13 et C-120/13, comm. n° 112, conjoint avec commentaire de CJUE, 3^e ch., 13 juin 2013, *Golbet Sportwetten c/ Massimo Sperindeo*, aff. C-144/12, comm. n° 102, avec commentaire de CJUE, 5^e ch., 6 septembre 2018, *Catlin Europe SE c/ O.K. Trans Praha spo. S r.o.*, aff. C-21/17, comm. n° 135, et avec commentaire de CJUE, 1^{re} ch., 19 décembre 2019, *Bondora AS c/ Carlos V. C. (C-453/18)*, XY (C-494/18), aff. C-453/18 et C-494/18, comm. n° 145, p. 544-571 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Le rapport de la Commission de réflexion sur la Cour de cassation 2030, *D.*, 2021, p. 1536

« El futuro del Tribunal de Casación francés », p. 69-90 in Jordi Nieva Fenoll et Renzo Cavani

(dir.), *La casación hoy, cien años después de Calamandrei*, Madrid, Marcial Pons, Proceso y Derecho, 2021, 220 p.

Christine Ferrari-Breuer

Commentaire de CJCE, 17 décembre 1980, *Commission c/ Belgique*, aff. 149/79, comm. n° 23, p. 123-127 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 13 février 1985, *Françoise Gravier c/ Ville de Liège*, aff. 293/83, comm. n° 28 conjoint avec commentaire de CJCE, gr. ch., 18 novembre 2008, *J. Förster c/ Hoofddirectie van de Informatie Beheer Groep*, aff. C-158/07, comm. n° 84, p. 147-153 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 9 septembre 2003, *Isabel Burbaud c/ Ministère de l'Emploi et de la Solidarité*, aff. C-285/01, comm. n° 68, p. 355-360 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, gr. ch., 4 juillet 2006, *Konstantinos Adelener e.a. c/ Ellinikos Organismos Galaktos*, aff. C-212/04, comm. n° 78, p. 410-417 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Christine Ferrari-Breuer et Blandine de Clavière

Commentaire de CJCE, 21 juin 1974, *Jean Reyners c/ État belge*, aff. 2/74, comm. n° 12, conjoint avec commentaire de CJCE, 31 mars 1993, *Dieter Kraus c/ Land Baden-Württemberg*, aff. C-19/92, comm. n° 42, conjoint avec commentaire de CJCE, 30 novembre 1995, *Gebhard*, aff. C-55/94, comm. n° 47, p. 66-76 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Julie Ferrero

Commentaire de CJUE, 21 décembre 2016, *Conseil c/ Front Populaire pour la libération de la saguia-el-hamra et du rio de oro (Front Polisario)*, aff. C-104/16 P, comm. n° 121, conjoint avec commentaire de CJUE, 27 février 2018, *Western Sahara Campaign c/ Commissioners for Her Majesty's Revenue and Customs, Secretary of State for Environment, Food and Rural Affairs*, aff. C-266/16, comm. n° 131, p. 623-630 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Marylou Françoise

« Star Wars à l'épreuve du droit de la famille », in Alexandre Ciaudo, Yannick Lécuyer et Anne-Laure Mosbrucker (dir.), *Le droit contre-attaque. L'univers Star Wars au prisme du droit*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, Droit, politique et société, 2021, 192 p.

Jeremy Heymann

« Commentaire de l'article 3 du règlement (CE) n° 261/2004 », p. 47-58 in *Le règlement (CE) n° 261/2004 sur la protection des passagers aériens. Commentaire article par article*, Bruxelles, Bruylant, Droit de l'Union européenne – Textes et commentaires, 2021, 300 p.

« Commentaire de l'article 7 du règlement (CE) n° 261/2004 », p. 107-120 in *Le règlement (CE) n° 261/2004 sur la protection des passagers aériens. Commentaire article par article*, Bruxelles, Bruylant, Droit de l'Union européenne – Textes et commentaires, 2021, 300 p.

« Commentaire conjoint des articles 18 et 19 du règlement (CE) n° 261/2004 », p. 263-265 *Le règlement (CE) n° 261/2004 sur la protection des passagers aériens. Commentaire article par article*, Bruxelles, Bruylant, Droit de l'Union européenne – Textes et commentaires, 2021, 300 p.

Rubriques « Législation » (n° 2), « Transport ferroviaire » (n° 8) et « Transport aérien » (nos 9 à 11) in *Chronique de Droit des transports, JCP E 2021, étude 1413*

« L'extraterritorialité du droit international

privé européen », p. 69-88 in Édouard Dubout, Francesco Martucci et Fabrice Picod (dir.), *L'extraterritorialité en droit de l'Union européenne*, Bruxelles, Bruylant, Droit de l'Union européenne – Colloques, 2021, 282 p.

« Le droit des transports aériens face à la pandémie de Covid-19. Brèves réflexions à l'aune de la protection des passagers aériens par le droit de l'Union », p. 315-332 in Édouard Dubout et Fabrice Picod (dir.), *Coronavirus et droit de l'Union européenne*, Bruxelles, Bruylant, Droit de l'Union européenne – Monographies, 2021, 633 p.

Clauses attributives de compétence et cession de créance : du désordre et de l'incohérence. Commentaire de CJUE, 1^{er} ch., 18 novembre 2020, *Ryanair DAC c/ DelayFix*, aff. C-519/19, aff. C-519/19, *Rev. crit. DIP* 2021, p. 421-434

Commentaire de CJCE, 19 novembre 2009, *Sturgeon (Christopher Sturgeon, Gabriel Sturgeon, Alana Sturgeon c/ Condor Flugdienst GmbH et Stefan Böck, Cornelia Lepuschitz c/ Air France SA)*, aff. jtes C-402/07 et C-432/07, comm. n° 90, conjoint avec commentaire de CJUE, gr. ch., 23 octobre 2012, *Nelson (Emeka Nelson, Bill Chinazo Nelson, Brian Cheimezie Nelson c/ Deutsche Lufthansa AG et TUI Travel plc, British Airways plc, easyjet Airline Company Ltd, International Air Transport Association c/ Civil Aviation Authority)*, aff. jtes C-581/10 et C-629/10), comm. n° 95, p. 449-458 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, gr. ch., 2 mars 2010, *Janko Rottmann c/ Freistaat Bayern*, aff. C-135/08, comm. n° 91, conjoint avec commentaire de CJUE, gr. ch., 12 mars 2019, *M. G. Tjebbes, G. J. M. Koopman, E. Saleh Abady, L. Duboux c/ Minister van Buitenlandse Zaken*, aff. C-221/17, comm. n° 141, p. 458-464 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Michaël Karpenschif

Commentaire n° 5, p. 23-26 in Caroline Chamard-Heim, Cédric Meurant, Christophe Testard et Élise Untermaier-Kerléo (dir.), *Grandes décisions de la jurisprudence administrative lyonnaise*, Paris, LexisNexis, Hors collections, 2021, 319 p.

Commentaire n° 6, p. 27-32 in Caroline Chamard-Heim, Cédric Meurant, Christophe Testard et Élise Untermaier-Kerléo (dir.), *Grandes décisions de la jurisprudence administrative lyonnaise*, Paris, LexisNexis, Hors collections, 2021, 319 p.

Commentaire n° 7, p. 33-35 in Caroline Chamard-Heim, Cédric Meurant, Christophe Testard et Élise Untermaier-Kerléo (dir.), *Grandes décisions de la jurisprudence administrative lyonnaise*, Paris, LexisNexis, Hors collections, 2021, 319 p.

Commentaire n° 8, p. 37-40 in Caroline Chamard-Heim, Cédric Meurant, Christophe Testard et Élise Untermaier-Kerléo (dir.), *Grandes décisions de la jurisprudence administrative lyonnaise*, Paris, LexisNexis, Hors collections, 2021, 319 p.

Commentaire de CJCE, 12 juillet 1973, *Commission c/ Allemagne*, aff. 70/72, comm. n° 10, p. 55-59 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 9 mars 1984, *TWD (Textilwerke Deggendorf)*, aff. C-188/92, comm. n° 27, p. 143-147 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 21 novembre 1991, « Saumon » (*Fédération nationale du commerce extérieur des produits alimentaires et Syndicat national des négociants et transformateurs de saumon c/ France*), aff. C-354/90, comm. n° 40, p. 211-216 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 19 mai 1993, *Procédure pénale c/ Paul Corbeau*, aff. C-320/91, comm. n° 43, conjoint avec commentaire de CJCE, 27 avril 1994, *Commune d'Almelo e.a. c/ NV*

Energiebedrijf Ijsselmij, aff. C-393/92, comm. n° 45, p. 223-231 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 17 septembre 1997, *Dorsch Consult Ingenieurgesellschaft mbH c/ Bundesbaugesellschaft Berlin mbH*, aff. C-54/96, comm. n° 53, p. 246-252 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 15 janvier 1998, *Mannesmann Anlagenbau Austria AG e.a. c/ Strohal Rotationsdruck GesmbH*, aff. C-44/96, comm. n° 54, p. 252-257 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 18 novembre 1999, *Teckal Srl c/ Comune di Viano et Azienda Gas-Acqua Consorziale di Reggio Emilia*, aff. C-107/98, comm. n° 60, p. 307-312 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 7 décembre 2000, *Telaustria Verlags GmbH et Telefonadress GmbH c/ Telekom Austria AG*, aff. C-324/98, comm. n° 63, p. 329-333 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 13 mars 2001, *PreussenElektra AG c/ Schhleswag AG*, aff. C-379/98, comm. n° 65, p. 337-343 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 24 juillet 2003, *Altmark Trans GmbH et Regierungspräsidium Magdeburg c/ Nahverkehrsgesellschaft Altmark GmbH*, aff. C-280/00, comm. n° 67, p. 349-355 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, gr. ch., 9 juin 2009, *Ville*

de Hambourg (Commission c/ Allemagne), aff. C-480/06, comm. n° 89, p. 444-448 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Bernadette Le Baut-Ferrarese

« **La transition énergétique : enjeux juridiques. Partie 1 : La transition énergétique à l'épreuve du droit** », p. 51-66 in Patrick Schembri et Hynd Remita (dir.), *Énergies « nouvelles » et société. La transition énergétique actuelle à la croisée des chemins et des savoirs. Workshop MOMENTOM (MSH Paris-Saclay, 21 novembre 2019)*, Gif-sur-Yvette, MSH Paris-Saclay Éditions, Actes : n° 8, 2021, 184 p. [<https://doi.org/10.52983/NPYT7969>]

Commentaire de CJCE, 16 décembre 1976, *Rewe-Zentralfinanz eG et Rewe-Zentral AG c/ Lanwirtschaftskammer für das Saarland*, aff. 33/76, comm. n° 17, conjoint avec commentaire de CJCE, 16 décembre 1976, *Comet BV c/ Produktschap voor Siergewassen*, aff. 45/76, comm. n° 18, p. 91-101 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 6 mai 1980, *Commission c/ Belgique*, aff. 102/79, comm. n° 22, p. 118-122 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 9 novembre 1983, *San Giorgio (Administration des finances de l'État italien c/ SpA San Giorgio)*, aff. 199/82, comm. n° 26, p. 137-143 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 19 juin 1990, *Factortame (The Queen c/ Secretary of State for Transport, ex parte : Factortame Ltd e.a.)*, aff. C-213/89, comm. n° 35, p. 181-185 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 21 février 1991,

Zuckerfabrick Süderdithmarschen AG c/ Hauptzollamt Itzehoe et Zuckerfabrik Soest c/ Hauptzollamt Paderborn, aff. jtes C-143/88 et C-92/89, comm. n° 36, conjoint avec commentaire de CJCE, 9 novembre 1995, *Atlanta Fruchthandelsgesellschaft e.a. c/ Bundesamt für Ernährung und Forstwirtschaft*, aff. C-465/93, comm. n° 46, p. 185-189 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 11 juillet 1991, *A. Verholen e.a. c/ Sociale Verzekeringsbank Amsterdam*, aff. C-87/90 à C-89/90, comm. n° 38, conjoint avec commentaire de CJCE, 14 décembre 1995, *Peterbroeck, Van Campenhout & Cie SCS c/ État*, aff. C-312/93, comm. n° 48, conjoint avec commentaire de CJCE, 14 décembre 1995, *van Schjndel (Jeroen van Schjndel et Johannes Nicolaas Cornelis van Veen c/ StichtingPensioenfonds voor Fysiotherapeuten)*, aff. jtes C-430/93 et C-431/93, comm. n° 49, p. 193-202 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 15 septembre 1998, *Edis (Edilizia Industriale Siderurgica Srl c/ Ministero delle Finanze)*, aff. C-231/96, comm. n° 58, p. 282-289 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, gr. ch., 8 mars 2011, *Zoskupenie (Lesoochranárske zoskupenie)*, aff. C-240/09, comm. n° 93, p. 470-477 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Efthymia Lekkou

Commentaire de CJCE, 6 octobre 1982, *Srl CILFIT et Lanificio di Gavardo SpA c/ Ministère de la Santé*, aff. 283/81, comm. n° 24, p. 127-132 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 22 octobre 1987, *Foto-Frost c/ Hauptzollamt Lübeck-Ost*, aff. 314/85, comm. n° 33, p. 176-181 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, 27 novembre 2012, *Pringle*, aff. C-370/12, comm. n° 97, conjoint avec commentaire de CJUE, 11 décembre 2018, *Weiss*, aff. C-493/17, comm. n° 140, p. 490-496 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, 14 juillet 2016, *Promoimpresa*, C-458/14 et C-67/15, comm. n° 119, p. 610-614 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, 10 décembre 2018, *Wightman e.a.*, aff. C-621/18, comm. n° 139, p. 697-702 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, 16 décembre 2020, *Conseil c/ K. Chrysostomides & Co. e.a.*, aff. jtes C-597, C-598, C-603 et 604/18 P, comm. n° 148, p. 724-727 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Jérémy Lhadi

Appel – Absence d'effet dévolutif de la déclaration d'appel : le sort de l'appel incident, *Procédures*, 2021, étude 6

Gaëlle Marti

Commentaire de CJUE, 28 avril 2011, *El Dridi*, aff. C-61/11, comm. n° 94, p. 477-483 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, gr. ch., 16 avril 2013, *Espagne et Italie c/ Conseil*, aff. C-274/11 et C-295/11, comm. n° 100, p. 502-507 in

Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Pierre Musy

Mesures conservatoires et forum shopping : étude des risques de conflit de juridiction et de décisions contradictoires du fait du critère de l'urgence, *Le Journal du CDI* [en ligne], juillet 2021, n° 19, p. 10-14

Kiara Neri

« The Challenges Faced by Private Ships in Large-scale Rescue Operations at Sea », p. 95-108 in Giorgia Bevilacqua (dir.), *Human Security in Navigable Spaces: Common Challenges and New Trends*, Naples, Editoriale Scientifica, Papers of the International Association of the Law of the Sea : 9, 2021, 316 p.

Commentaire de CJCE, 26 octobre 1982, *Kupferberg (Hauptzollamt Mainz c/ C.A. Kupferberg & Cie KG a.A.)*, aff. 104/81, comm. n° 25, p. 132-137 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, 30 janvier 2014, *Aboubacar Diakité c/ Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides*, aff. C-285/12, comm. n° 108, p. 530-535 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, gr. ch., 28 avril 2015, *Commission c/ Conseil*, aff. C-28/12, comm. n° 115, conjoint avec commentaire de CJUE, gr. ch., 20 novembre 2018, *Commission c/ Conseil (Aires marines protégées de l'Antarctique)*, aff. C-626/15 et C-659/16, comm. n° 138, p. 582-591 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, gr. ch., 14 mars 2017, *A e.a. c/ Minister van Buitenlandse Zaken (Tigres de libération de l'Eelam tamoul – TLET)*, aff. C-158/14, comm. n° 123, p. 633-638 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les*

grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Cyril Nourissat

Cyril Nourissat *Chronique Droit notarial de l'Union européenne* – janvier-août 2021, *Defr.*, 16 septembre 2021, n° 203b2, p. 33-40

La notion de litige transfrontière en matière civile et commerciale dans le règlement « Bruxelles I bis ». Note sous CJUE, 8^e ch., 3 juin 2021, ZN, aff. C-280/20, *JCP G*, 2021, actualité 962

Commentaire de CJCE, 6 octobre 1976, *Tessili (Industrie Tessili italiana Como c/ Dunlop AG)*, aff. 12/76, comm. n° 15, conjoint avec commentaire de CJCE, 6 octobre 1976, *De Bloos (A. De Bloos Sprl c/ Société en commandite par actions Bouyer)*, aff. 14/76, comm. n° 16, p. 87-91 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, ass. plén., 2 octobre 2003, *Carlos Garcia Avello c/ État belge*, aff. C-148/02, comm. n° 70, p. 360-366 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, gr. ch., 13 septembre 2005, *Commission c/ Conseil*, aff. C-176/03, comm. n° 75, conjoint avec commentaire de CJCE, gr. ch., 23 octobre 2007, *Commission c/ Conseil*, aff. C-440/05, comm. n° 80, p. 395-398 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, gr. ch., 3 mai 2007, *Advocaten voor de Wereld VZW c/ Leden van de Ministerraad*, aff. C-303/05, comm. n° 79, p. 417-421 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, gr. ch., 10 février 2009, *Allianz SpA et Generali Assicurazioni Generali SpA c/ West Tankers Inc.*, aff. C-185/07, comm. n° 86, p. 431-437 in Michaël Karpenschif et

Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, gr. ch., 22 juin 2010, *Aziz Melki et Sélim Abdeli*, aff. jtes C-188/10 et C-189/10, comm. n° 92, conjoint avec commentaire de CJUE, 30 mai 2013, *Jeremy F.*, aff. C-168/13 PPU, comm. n° 101, p. 465-469 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, 3^e ch., 17 octobre 2013, *Unamar (United Antwerp Maritime Agencies NV)*, aff. C-184/12, comm. n° 104, p. 507-511 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

« Les laboratoires pharmaceutiques à l'épreuve de l'abus de position dominante collective », n° 4079, p. 48-52 in Anne Tercinet (dir.), *Le droit de la concurrence appliqué au secteur pharmaceutique : perspective croisée / Competition Law in the Pharmaceutical Industry: From China to the E.U.*, RLC 2021/107, 67 p.

Houellebecq plus que Hugo ? *Defrénois*, 8 juillet 2021, n° 28, p. 1

Notion de succursale au sens de l'article 7, § 5, du règlement Bruxelles I bis. Note sous CJUE, 3^e ch., 20 mai 2021, *CNP*, aff. C-913/19, *Procédures*, 2021, commentaire 195

Gautier Bourdeaux, Michel Menjucq et Cyril Nourissat

Chronique « Commerce international – Droit du commerce international », *JCP G*, 2021, doctrine 941

Ludovic Pailler

Conventionalité de l'anonymisation d'une archive numérique de presse : les oscillations périlleuses du funambule. Note sous Cour EDH, 22 juin 2021, *Hurbain c/ Belgique*, n° 57292/16 *Gaz. Pal.*, 14 septembre 2021, n° 425x8, p. 14-16

Much ado about Nothing? À propos des décisions d'adéquation du niveau de

protection des données à caractère personnel au Royaume-Uni, *RLDI* 2021/184, n° 6035, p. 29-32

Commentaire de CJUE, gr. ch., 8 avril 2014, *Digital Rights Ireland et Seitlinger e.a.*, aff. C-293/12 et C-594/12, comm. n° 110, conjoint avec commentaire de CJUE, gr. ch., 21 décembre 2015, *Tele2 Sverige c/ Post- och telestyrelsen*, et *Secretary of State for the Home Department c/ Tom Watson, Peter Brice et Geoffrey Lewis*, aff. C-203/15, comm. n° 118, p. 606-610 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, gr. ch., 13 mai 2014, *Google Spain SL, Google Inc. c/ Agencia Española de Protección de Datos (AEPD), Mario Costeja González*, aff. C-131/12, comm. n° 111, p. 539-544 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, gr. ch., 6 octobre 2015, *Maximilian Schrems c/ Data Protection Commissioner*, aff. C-362/14, comm. n° 117, p. 601-605 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, gr. ch., 10 juillet 2018, *Jehovan todistajat*, aff. C-25/17, comm. n° 134, p. 683-687 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Antoine Petel

Publication de l'« Artificial Intelligence Act » : la Commission européenne dévoile sa vision pour encadrer l'intelligence artificielle, *RLDI* 2021/183, n° 6012, p. 36-41

Loïc Robert

Commentaire de CJUE, gr. ch., 28 mars 2017, *PJSC Rosneft Oil Company c/ Her Majesty's Treasury e.a.*, aff. C-72/15, comm. n° 125, p. 644-647 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de*

l'Union européenne, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Panayotis Soldatos

« **L'Amérique est de retour** » : quelle réplique d'une Europe en longue et pénible quête de politique étrangère et de défense de grande puissance ? Fenêtre sur l'Europe [en ligne], 5 juillet 2021

Hélène Surrel

Commentaire de CJCE, 14 mai 1974, J. Nold, *Kohlen und Baustoffgrosshandlung c/ Commission*, aff. 4-73, comm. n° 11, p. 60-66 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 15 juin 1978, *Defrenne (Gabrielle Defrenne c/ SA belge de navigation aérienne)*, aff. 149/77, comm. n° 20, p. 105-110 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 11 juillet 1985, *Cinéthèque SA e.a. c/ Fédération nationale des cinémas français*, aff. jtes 60/84 et 61/84, comm. n° 29, p. 153-158 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 30 juillet 1996, *Bosphorus Hava Yollari ve Ticaret AS c/ Minister for Transport, Energy and Communications e.a.*, aff. C-84/95, comm. n° 51, p. 238-241 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 26 juin 1997, *Familiapress (Vereinigte Familiapress Zeitungsverlags- und vertriebs GmbH c/ Heinrich Bauer Verlag)*, aff. C-368/95, comm. n° 52, p. 241-245 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 17 février 1998, *Lisa Jacqueline Grant c/ South-West Trains Ltd*,

aff. C-249/96, comm. n° 55, p. 257-261 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, gr. ch., 27 juin 2006, *Parlement c/ Conseil*, aff. C-540/03, comm. n° 77, p. 404-410 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, gr. ch., 18 décembre 2007, *Laval un Partneri Ltd c/ Svenska Byggnadsarbetareförbundet e.a.*, aff. C-341/05, comm. n° 81, p. 422-426 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, gr. ch., 3 septembre 2008, *Kadi (Yassin Abdullah Kadi et Al Barakaat International Foundation c/ Conseil et Commission)*, aff. jtes C-402/05 P et C-415/05 P, comm. n° 83, p. 426-431 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, 7 novembre 2013, *Minister voor Immigratie en Asiel c/ X, Y et Z*, aff. jtes C-199/12 à C-201/12, comm. n° 105, p. 511-517 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, gr. ch., 18 mars 2014, *C.D. c/ S.T.*, aff. C-167/12, comm. n° 109, p. 535-539 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, ass. plén., 18 décembre 2014, *Avis 2/13*, comm. n° 114, p. 578-582 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, gr. ch., 14 mars 2017, *Samira Achbita, Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding c/ G4S Secure Solutions NV*, aff. C-157/15, comm. n° 124, p. 639-644 in Michaël Karpenschif et

Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Édouard Treppoz

Commentaire de CJUE, 16 juillet 2015, *Huawei Technologies Co. Ltd c/ ZTE Corp., ZTE Deutschland GmbH*, aff. C-170/13, comm. n° 116, p. 591-601 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

« La propriété intellectuelle est-elle de retour sur les plateformes ? », in Xavier Delpech (dir.), *L'émergence d'un droit des plateformes*, Paris, Dalloz, Thèmes & Commentaires, 2021, 150 p.

Paul Verma Verma

Des « référés » devant la Cour pénale internationale ? Réflexions sur la procédure d'indication de mesures conservatoires devant les juridictions pénales internationales, *Le Journal du CDI* [en ligne], juillet 2021, n° 19, p. 7-9

Jean-Pierre Viennois

Commentaire de CJCE, 13 février 1969, *Walt Wilhelm e.a. c/ Bundeskartellamt*, aff. 14/68, comm. n° 4, p. 22-27 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 21 février 1973, *Continental Can (Europemballage Corporation et Continental Can Company Inc. c/ Commission)*, aff. 6/72, comm. n° 9, p. 51-55 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 30 septembre 1987, *Meryem Demirel c/ Ville de Schwäbisch Gmünd*, aff. 12/86, comm. n° 32, p. 171-176 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 23 avril 1991, *Klaus Höfner et Fritz Elser c/ Macrotron*, aff. C-41/90, comm. n° 37, p. 189-193 in Michaël Karpenschif

et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, 14 décembre 2000, *Masterfoods Ltd c/ HB Ice Cream Ltd*, aff. C-344/98, comm. n° 64, p. 334-337 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, gr. ch., 19 mai 2009, *Apothekerkammer des Saarlandes e.a.*, aff. jtes C-171/07 et C-172/07, comm. n° 87, conjoint avec commentaire de CJCE, gr. ch., 19 mai 2009, *Commission c/ Italie*, aff. C-531/06, comm. n° 88, p. 437-443 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, 11 septembre 2014, *Groupement des cartes bancaires c/ Commission*, aff. C-67/13 P, comm. n° 113, p. 571-577 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Melchior Wathelet

Commentaire de CJCE, gr. ch., 12 juillet 2005, *Commission c/ France*, aff. C-304/02, comm. n° 74, p. 390-394 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJCE, gr. ch., 13 décembre 2005, *Marks & Spencer plc c/ David Halsey (Her Majesty's Inspector of Taxes)*, aff. C-446/03, comm. n° 76, p. 398-404 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, gr. ch., 26 février 2013, *Åkerberg Fransson (Åklagaren c/ Hans Åkerberg Fransson)*, aff. C-617/10, comm. n° 98, conjoint avec commentaire de CJUE, gr. ch., 26 février 2013, *Melloni*, aff. C-399/11, comm. n° 99, p. 496-501 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, gr. ch., 3 octobre 2013, *Inuit Tapiriit Kanatami e.a. c/ Parlement et Conseil*, aff. C-583/11 P, comm. n° 103, conjoint avec commentaire de CJUE, gr. ch., 19 décembre 2013, *Telefónica c/ Commission*, aff. C-274/12 P, comm. n° 107, p. 522-530 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, gr. ch., 26 novembre 2013, *Groupe Gascogne c/ Commission*, aff. C-58/12 P, comm. n° 106, p. 517-522 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, gr. ch., 16 octobre 2017, *Berlioz*, aff. C-682/15, comm. n° 128, conjoint avec commentaire de CJUE, gr. ch., 6 octobre 2020, *État luxembourgeois c/ B et c/ B e.a.*, aff. C-245 et 246/19, comm. n° 146, conjoint avec n° 128, sous n° 128, p. 661-666 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

Commentaire de CJUE, gr. ch., 8 juillet 2019, *Commission c/ Belgique*, aff. C-543/17, comm. n° 144, p. 713-719 in Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat (dir.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, 4^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, 824 p.

COMPTES RENDUS

Cyril Nourissat

Compte rendu de Roger Gaspard, *La reconnaissance mutuelle en droit bancaire et financier européen*, Paris, Institut francophone pour la justice et la démocratie, 2019, Thèses : n° 186, 434 p., ISBN : 9782370322449, *RTD Eur.*, n° 2021/2, p. VIII [en ligne]

Édouard Treppoz

Compte rendu de Annette Kur, Thomas Dreier, et Stefan Luginbuehl (dir.), *European Intellectual Property Law. Text, Cases and Materials*, 2^e éd., Cheltenham, Edward Elgar Publishing, 2019, 736 p., ISBN : 9781785361548, *RTD Eur.*, n° 2021/2, p. X [en ligne]

Tristan Azzi et Yves El Hage

Les métadonnées liées aux images fixes. Rapport de mission au Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique (CSPLA), Paris, Ministère de la Culture, 2021, 53 p., annexes, 30 p.

Blanche Sousi

Présidente du jury HDR de **Anthony Maymont**, *Le droit de la compliance à l'aune de la stabilité du système financier*, université Clermont Auvergne, 1^{er} juillet 2021

COMMUNICATIONS

Maxime Barba

Le secret des affaires. Décr. n° 2018-1126 du 11 décembre 2018 relatif à la protection du secret des affaires, Formation *La preuve en matière commerciale*, Paris, École nationale de la magistrature, 10 septembre

Yousra Chaaban

Droit égyptien et législations comparées, colloque *Law(s) and International relations: Actors, institutions and comparative legislations* » (dir. sc. Pierre Allorant), Orléans, 15-17 septembre

Liliana Haquin Sáenz

The future of climate refugees' legal status in Europe, **MAPS** Courses, session 3, Lyon 3, 14 septembre

Liliana Haquin Sáenz et Mehtap Kaygusuz

The Externalization of the Asylum: A Process to Limit Asylum? Communication Workshop **MAPS** Outsourcing and cooperation with third countries:

Deconstructing the formal and the informal in migration and asylum policies, (dir. sc. Ana Nikodinovska Krstevska et Olga Koshevaliska), Shtip, university Goce Delchev (Faculty of Law), 23 septembre

Pierre-François Laval

Conclusion : André Gros, et la fonction de juriconsulte du ministère des Affaires étrangères, colloque *Law(s) and International relations: actors, institutions and comparative legislations* » (dir. sc. Pierre Allorant), Orléans, 15-17 septembre

Kiara Neri

Introduction-Environmental migrations, Lyon, 14 septembre 2021 et organisation du programme de Cours en ligne du projet **MAPS**, Lyon, 14 et 15 septembre



13 septembre 2021

Conférence de rentrée du Master Droit des organisations internationales, avec Ariane Yvon, Legal Officer au service juridique de l'Organisation mondiale du commerce (dir. sc. Kiara Neri)



21 septembre 2021

La protection des investissements réalisés dans le marché intérieur: les défis du 21^e siècle, par Paschalis Paschalidis, Professeur associé à l'université Jean Moulin Lyon 3, Conférence de rentrée des masters de droit européen (dir. sc. **Gaëlle Marti**).



23 septembre 2021

Workshop MAPS avec la participation de Liliana Haquin Sáenz et Mehtap Kaygusuz (dir. sc. Kiara Neri, pour la partie française)

LES GRANDS ARRÊTS DE LA JURISPRUDENCE DE L'UNION EUROPÉENNE, 4^e ÉDITION



Ainsi que ses directeurs, Michaël Karpenschif et Cyril Nourissat, l'ont proposé en conseil de direction de l'EDIEC le 23 septembre 2013, les éditions revues et augmentées de l'ouvrage *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne (GAJUE)*, sont désormais placées sous les auspices de l'EDIEC (du CEE auparavant). Les droits d'auteurs et les droits SOFIA seront ainsi crédités sur le compte budgétaire de l'équipe et affectés aux dépenses d'acquisition d'ouvrages.

L'Équipe remercie chaleureusement les enseignants-chercheurs titulaires et associés, publicistes et privatistes, qui ont accepté de prendre part à cette quatrième et nouvelle édition :

Louis d'AVOUT, Professeur de droit privé, université Paris 2 – Panthéon-Assas, membre associé du CREDIP

Maxime BARBA, Maître de conférences en droit privé, EDIEC-CREDIP

Mathieu CARDON, Maître de conférences en droit public, EDIEC-CEE

Éric CARPANO, Professeur de droit public, EDIEC-CEE, Président de l'université Jean Moulin Lyon 3

Blandine de CLAVIÈRE, Maître de conférences en droit privé, EDIEC-CREDIP

Sandrine CORTEMBERT, Maître de conférences en droit public, EDIEC-CDI

Thierry DEBARD, Professeur de droit public, EDIEC- CEE

Étienne DURAND, Maître de conférences en droit public, EDIEC-CEE

Frédérique FERRAND, Professeur de droit privé, Directrice de l'EDIEC, Directrice de l'IDCEL

Christine FERRARI-BREEUR, Maître de conférences HDR en droit public, EDIEC- CEE

Julie FERRERO, Professeur de droit public, EDIEC-CDI

Jeremy HEYMANN, Professeur de droit privé, EDIEC-CREDIP

Michaël KARPENSCHIF, Professeur de droit public, EDIEC-CEE

Bernadette LE BAUT-FERRARESE, Professeur de droit public, EDIEC-CEE

Efthymia LEKKOU, Maître de conférences en droit public, EDIEC-CEE

Gaëlle MARTI, Professeur de droit public, Directrice du CEE

Kiara NERI, Maître de conférences HDR en droit public, Directrice du CDI

Cyril NOURISSAT, Professeur de droit privé, Directeur du CREDIP

Ludovic PAILLER, Professeur de droit privé, EDIEC-CREDIP

Loïc ROBERT, Maître de conférences de droit public, Directeur adjoint du CEE

Hélène SURREL, Professeur de droit public, Directrice de SciencesPo Lyon, membre associé du CEE

Édouard TREPPOZ, Professeur de droit privé, université Paris 1 – Panthéon-Sorbonne, membre associé du CREDIP

Jean-Pierre VIENNOIS, Professeur de droit privé, EDIEC-CEE

Melchior WATHELET, Ministre d'État, Professeur de droit européen

Véronique GERVASONI, Administratrice et responsable éditoriale de l'EDIEC.

LE GAJUE EN CHIFFRES

1 ^{re} édition : 2010 (CEE)	2 ^e édition : 2014 (EDIEC)	3 ^e édition : 2016 (EDIEC)	4 ^e édition : 2021 (EDIEC)
100 arrêts commentés	108 arrêts commentés	120 arrêts commentés	148 arrêts commentés
420 pages	515 pages	668 pages	824 pages
406 pages de commentaires	469 pages de commentaires	578 pages de commentaires	720 pages de commentaires
Index thématique : 6 p.	Index thématique : 7 p. Index alphabétique de la jurisprudence citée : 29 p. , soit plus de 1 000 décisions	Index thématique : 8 p. Index alphabétique de la jurisprudence citée : 35 p. , soit plus de 1 300 décisions Index chronologique de la jurisprudence citée : 36 p.	Index thématique : 9 p. Index alphabétique de la jurisprudence citée : 43 p. , soit plus de 1 800 décisions Index chronologique de la jurisprudence citée : 41 p.

NOMINATIONS / PROMOTIONS / DISTINCTIONS

1^{er} septembre 2021

Élection de **Bernadette Le Baut-Ferrarese** (EDIEC-CEE) en tant que présidente de l'*Association des chercheurs en droit de l'énergie* (ACDE)

Nomination de **Ludovic Pailler** (EDIEC-CREDIP) en tant que Co-responsable pédagogique du partenariat avec l'université de Bucarest

Nomination de **Ludovic Pailler** (EDIEC-CREDIP) en tant que Directeur du *DU Clinicien du droit*

Nomination de **Yves El Hage** en tant que maître de conférences en droit privé (EDIEC-CREDIP)

Nomination de **Julie Courtois** en tant que Maître de conférences en droit privé à l'université de Grenoble (EDIEC-IDCEL)

Nomination de **Efthymia Lekkou** en tant qu'enseignant référent pour les étudiants étrangers (EDIEC-CEE)

Nomination de **Loïc Robert** en tant que codirecteur du *Master Droit européen des droits de l'homme* (EDIEC-CEE)

Nomination de **Pierre-François Laval** en tant que directeur du *Master Droit international public* (EDIEC-CDI)

Nomination de **Bernadette Le Baut-Ferrarese** en tant que codirectrice du *Master Droit de l'énergie* (EDIEC-CEE)

Nomination de **Etienne Durand** en tant que directeur du *Master Droit européen des affaires* (EDIEC-CEE)

Nomination en tant qu'ATER en droit privé de **Athénaïs Morales** (EDIEC-CREDIP) et **Ismael Mahamidou** (EDIEC-CREDIP)

Nomination en tant qu'ATER en droit public de **Caroline Cornella** (EDIEC-CDI), **Rosalie Le Moing** (EDIEC-CDI), **Laura Letourneux** (EDIEC-CDI) et **Marie Tillmann** (EDIEC-CEE)

14 septembre

Nomination de **Gaëlle Marti** (EDIEC-CEE) à la Commission des aides de la Commission Recherche du Conseil académique de l'université Jean Moulin Lyon 3

Nomination de **Véronique Gervasoni** (EDIEC) à la Commission des aides de la Commission Recherche du Conseil académique de l'université Jean Moulin Lyon 3

1^{er} octobre 2021

Nomination de **Romane Poncet** en tant que doctorante contractuelle (EDIEC-CEE)

ÉVÉNEMENTS À VENIR

7-8/10

Colloque - Salles Caillemer et Boris Starck

Centenaire de l'Institut de droit comparé Édouard Lambert

dir. sc. [Frédérique Ferrand](#) et [Olivier Moréteau](#)

12/10

Conférence - Amphi B

La répression des ouïghours sous l'angle du droit européen et international, par **Raphaël Glucksmann**, député européen, organisée par **Yanis Bouhacine** (M2 Droit européen) et **Madeleine Bressat** (M2 Droit international)

dir. sc. [Gaëlle Marti](#) et [Kiara Neri](#)

4-5/11

Colloque – Amphi Huvelin

Le droit de la sécurité de l'approvisionnement énergétique

dir. sc. [Bernadette Le Baut-Ferrarese](#)

17-18-19/11

Colloque – Amphi Huvelin

Existe-t-il un système de droit international privé de l'Union européenne ?

dir. sc. [Ludovic Paillet](#)

Colloque « *The Handmaid's Tale* et le Droit international public »

16 septembre 2022 (dir. sc. : Caroline Cornella, Pauline de Bilbao et Rosalie Le Moing)

Écrit en 1985 par l'auteure canadienne Margaret Atwood, *The Handmaid's Tale* (traduit en français par « *La Servante écarlate* ») constitue une dystopie originale. L'œuvre a très vite su conquérir les différents media (cinéma, théâtre) jusqu'au succès qu'il connaît depuis 2017 à travers son adaptation sous forme de série télévisée. Œuvre d'envergure, l'histoire a connu une réception extrêmement favorable en pleine guerre froide, mais aussi de nos jours. En effet, l'attraction pour *The Handmaid's Tale* a très vite dépassé la sphère du divertissement pour devenir un symbole dans le cadre de plusieurs mouvements et revendications nationales comme internationales. En arborant volontairement une cape rouge et un bonnet blanc, la « contagion iconographique »¹ de *The Handmaid's Tale* s'est particulièrement illustrée en matière de droits de la femme notamment lors de manifestations en faveur du droit à l'avortement, le mouvement « *Me too* » ou « *Balance ton porc* ». À la fiction se sont donc mêlés réalisme et droit.

Le Droit international public n'y échappe pas. En suivant les aventures de June Osborne (dénommée Defred puis DeJoseph et traduit de l'anglais « Offred » puis « Ofjoseph »), le lecteur comme le spectateur visualisent de nombreuses problématiques peu étrangères à notre société internationale passée et actuelle. Illustré par la République de Gilead (traduit en français par « Galaad »), l'univers nous plonge dans une terre soumise à une détérioration environnementale ayant provoqué des problèmes de fertilité de la terre comme des êtres humains. Depuis le coup d'État des « Fils de Jacob », l'usage des armes, envers les résistants au régime et les civils, y est quotidien. Les violations des droits fondamentaux de la personne humaine sont monnaie courante, particulièrement pour les femmes, lesquelles sont classées, différenciées et utilisées en fonction de leur capacités reproductives et sociales. À l'image, par exemple, des servantes, femmes fertiles vêtues de rouge, livrées à l'esclavage sexuel pour la reproduction ou encore des femmes mutilées, tuées ou internées dans des camps de travail forcé en raison de leurs « mauvais » comportements ou de leurs orientations sexuelles. Les tentatives de fuir la dictature théocratique masculine sont sévèrement réprimées. Si la communauté internationale semble à la fois venir en aide aux réfugiés et appuyer le gouvernement en exil, elle soutient également, par le biais d'accords commerciaux, un Gouvernement dont la légitimité peut être contestée.

L'œuvre ayant déjà intéressé certaines disciplines, de nombreuses questions se posent encore en Droit international public. *The Handmaid's Tale* constitue un formidable terreau pour l'étude d'enjeux juridiques anciens comme nouveaux en Droit international public. Comme le souhaitait l'auteure, l'histoire peut être rapprochée d'anciens lourds tributs vécus par l'espèce humaine à travers le temps.

Aujourd'hui, la *Servante écarlate* est à même d'imprégner certaines actualités internationales mais aussi de raviver certaines interrogations, pratiques comme théoriques, déjà connues par la discipline juridique.

AXES DE RECHERCHES

Le projet se centre sur le Droit international public (bien que des liens avec le droit interne, tout comme avec d'autres disciplines, soient appréciés). Plusieurs pistes de recherche pourront être ainsi envisagées et se recouper, sans que celles-ci ne soient exhaustives :

- L'État et les conséquences du coup d'État
- Les droits fondamentaux
- Le droit international pénal
- Le maintien de la paix et de la sécurité internationales
- Le droit international humanitaire
- La migration/L'asile
- Le droit international de l'environnement/La santé

1. Florence Ihaddadene et Emily Lopez Puyol, Capes rouges et bonnets blancs : une « contagion iconographique » de *The Handmaid's Tale* au service d'une internationalisation des mobilisations féministes ?, *Quader-ni*, 102/2021, p. 105-124.

Ces interrogations pourront faire l'objet d'une étude singulière, être mises en perspective par le biais d'un passage spécifique (des romans ou de la série), ou encore être comparées à un fait/un régime/traitement juridique en raison de ses similarités. La liste ci-dessus n'ayant pas prétention à l'exhaustivité, les propositions de contributions pourront être consacrées à d'autres axes de recherches liés aux thématiques de Droit international public apparaissant dans *The Handmaid's Tale*.

INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LE COLLOQUE ET LA PUBLICATION DES CONTRIBUTIONS

Colloque : il se déroulera le 16 septembre 2022 au sein de l'université Jean Moulin Lyon 3. Les interventions retenues pour la journée se feront en langue française au sein de différents panels. La durée des différentes interventions orales ne pourra excéder 15 minutes.

Avec l'accord des intervenants, le colloque sera diffusé en direct et enregistré afin de pouvoir être publié et écouté ultérieurement sur « [Le Podcast du Droit international](#) ».

Les contributeurs retenus pour le colloque seront invités à assister à l'intégralité de la journée.

Publication : les contributions retenues pour la publication pourront être rédigées en langue française ou anglaise. Seules les contributions retenues pour le colloque devront être exclusivement effectuées en langue française. Les contributions seront soumises à un comité scientifique de lecture. Les différentes contributions feront l'objet d'une publication en ligne, au sein de la collection en ligne « [Les Cahiers de l'Équipe de Droit international, européen et comparé](#) ».

MODALITÉS DE SOUMISSIONS DES PROPOSITIONS

Les propositions de contributions devront être adressées au format .pdf avant le 30 novembre 2021 à l'adresse suivante : ColloqueDIPHandmaidsTale2022@gmail.com. Les propositions de contributions pourront être soumises de manière individuelle ou en binôme. Celles-ci ne devront pas excéder 2 pages (entre 1000 et 1500 mots maximum). Les résumés envoyés devront être accompagnés d'une bibliographie et d'une courte biographie (indication du statut et de l'université de l'auteur ainsi que de ses principaux travaux). Si nécessaire, les contributeurs sont invités à préciser si leurs réflexions sont basées sur les romans ou la série (et éventuellement, le(s) épisode(s) spécifique(s)).

Les propositions de contributions du colloque devront être rédigées en français ; les contributions retenues pour publication pourront en revanche être rédigées en langue française ou anglaise.

CALENDRIER DU PROJET

- Date limite d'envoi des propositions de contributions : **30 novembre 2021**
- Communication des interventions retenues pour le Colloque (ou uniquement pour la publication³) : **janvier 2022**. Dans l'hypothèse où les propositions de contributions seraient trop nombreuses eu égard à la durée du Colloque ou si certaines propositions de contributions s'avéraient trop similaires, il est possible que les auteurs de certaines contributions ne puissent pas participer au Colloque mais que leurs contributions soient en revanche publiées avec les actes du Colloque s'ils le souhaitent
- Journée du colloque : **16 septembre 2022** (amphi Huvelin, Faculté de droit, 15 quai Claude Bernard, Lyon 7^e)
- Publication des actes et des différentes contributions écrites : **2^e semestre de l'année universitaire 2022-2023**

PLUS D'INFORMATIONS SUR CE PROJET

Directrices du projet : **Caroline Cornella**, **Pauline de Bilbao** et **Rosalie Le Moing**, doctores au Centre de droit international de l'université Jean Moulin Lyon 3

Courriel : ColloqueDIPHandmaidsTale2022@gmail.com

[Téléchargement pour diffusion de l'intégralité de cet appel à communications](#)

SITES

EDIEC, [Équipe de droit international, européen et comparé](#)

CDI, [Centre de droit international](#) :

[Le Journal du CDI](#)

[Le Podcast du droit international](#) + [Twitter](#) + [LinkedIn](#) + [YouTube](#)

CEE, [Centre d'études européennes](#)

CREDIP, [Centre de recherche sur le droit international privé](#)

IDCEL, [Institut de droit comparé Édouard Lambert](#)

RÉSEAUX SOCIAUX

[Facebook](#) + [LinkedIn](#) + [Twitter](#)

BLOGS

L'Europe vue de l'amphi par [Blanche Sousi](#) : [Web](#) + [LinkedIn](#) + [Twitter](#)

Banque-Notes par [Blanche Sousi](#) : [Web](#) + [LinkedIn](#) + [Twitter](#)

Le Blog de Panayotis Soldatos : <https://www.soldatos.net>

EN SAVOIR PLUS SUR NOS ACTIVITÉS

PUBLICATIONS

Collection numérique « [Les Cahiers de l'EDIEC](#) »

Collection numérique « [Les Mémoires de l'EDIEC](#) »

Les [publications](#) de nos enseignants-chercheurs et doctorants

Notre activité en archive ouverte sur [HAL](#)

RAPPORTS ANNUELS

Consulter nos [rapports annuels d'activité](#), édités depuis 2011.

Dernière parution : [Rapport d'activité 2020](#), décembre 2020, 83 p., 2,2 Mo

ÉVALUATIONS

Lire les évaluations quinquennales de notre équipe par des autorités administratives indépendantes nationales :

- [Évaluation par le Hcéres \(2020\)](#)
- [Évaluation par le Hcéres \(2015\)](#)
- [Évaluation par l'AERES \(2010\)](#)

Directrice de publication : **Frédérique Ferrand**, Professeure, Directrice de l'EDIEC

Responsable d'édition et responsable de la rédaction : **Véronique Gervasoni**, Administratrice de l'EDIEC

Graphiste et maquettiste : **Marie Brossard**, Gestionnaire administrative et assistante à la valorisation de la recherche de l'EDIEC

Bulletin trimestriel (4 numéros/an : mars, juin, septembre et décembre)

Bulletin gratuit, en open access : [CC-BY-NC-ND](#)

Disponible sur : <http://ediec.univ-lyon3.fr/publications/le-bulletin-de-lediec>

Langue de publication : français

Équipe de droit international, européen et comparé (EDIEC – EA 4185)

Adresse postale : Université Jean-Moulin Lyon 3 – Faculté de droit – EDIEC

1C avenue des Frères Lumière CS 78242 | 69372 Lyon Cedex 08

Courriel : ediec@univ-lyon3.fr | Téléphone : 04 78 78 72 51

Mise en ligne : 30 septembre 2021 – VII^e année – 27^e numéro – **ISSN : 2778-2425**